Nations Unies A/HRC/25/G/23

Assemblée générale

Distr. générale
4 avril 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Vingt-cinquième session
Points 3 et 4 de l'ordre du jour
Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Situation relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

Lettre datée du 26 mars 2014, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Je me réfère à la lettre datée du 24 février 2014, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (A/HRC/25/G/14).

Il est malheureusement devenu pratique courante pour la Mission permanente de l'Azerbaïdjan de diffuser régulièrement des documents qui répètent mot pour mot la propagande effrénée assénée par les autorités azerbaïdjanaises contre mon pays, tels que la lettre distribuée en tant que document de la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, puis reprise telle quelle dans un document de la vingt-deuxième session et aujourd'hui diffusée une nouvelle fois à l'occasion de la vingt-cinquième session.

La République d'Arménie a déjà répondu tant oralement que par écrit, en diffusant les informations recueillies par le Ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh (voir les documents A/HRC/19/G/10 et A/HRC/22/G/16), à la manipulation des faits par le Gouvernement azerbaïdjanais, qui ne cesse de tromper la communauté internationale, exploite le souvenir des victimes et utilise les événements tragiques de Khojaly à ses propres fins politiques, c'est-à-dire discréditer par tous les moyens la partie arménienne.

Nous réaffirmons notre position selon laquelle le Conseil des droits de l'homme n'est pas une tribune livrée aux fausses déclarations, aux spéculations politiques et aux informations fallacieuses, où les autres États sont contraints d'assister à d'interminables séances d'accusations mutuelles sur la base du principe voulant qu'à force d'être répété un mensonge devient vrai.

GE.14-12981 (F) 150414 150414
1412981

Merci de recycler

L'opération militaire qui visait à neutraliser la base militaire de Khojaly et à lever le blocus de l'aéroport a débuté le 25 février 1992 à 23 h 30 et s'est achevée le 26 février à 3 heures. Les unités des forces d'autodéfense de la République du Haut-Karabakh ont mis en place un couloir humanitaire pour permettre aux civils de quitter en toute sécurité la zone d'opérations militaires, action dont la partie azerbaïdjanaise avait été informée à l'avance. Ce couloir reliait l'extrémité est de Khojaly au nord-est, le long de la rivière Karkar, ainsi que l'extrémité nord de la ville au nord-est. Les autorités azerbaïdjanaises n'ont cependant rien fait pour évacuer la population civile du théâtre des opérations. La zone où ont par la suite été prises des photos des nombreux corps de civils se trouve à trois kilomètres de la ville d'Aghdam et à 11 kilomètres de Khojaly. Elle a été sous le contrôle continu des unités azerbaïdjanaises jusqu'à la chute d'Aghdam à l'été 1993, de sorte que les unités de l'armée du Haut-Karabakh n'y avaient aucun accès.

Suivant la «logique» de la lettre du Représentant permanent de l'Azerbaïdjan, je souhaite me référer une nouvelle fois à des informations qui ont été communiquées à l'époque par les médias, y compris azerbaïdjanais, et qui rendent compte de la vérité sur les événements survenus à Khojaly.

Selon le journaliste azerbaïdjanais M. Safarogly, «Khojaly occupait une position stratégique importante. Sa perte a été un désastre politique pour Mutalibov».

Un mois après avoir démissionné, Mutalibov a accordé un entretien à la journaliste tchèque Dana Mazalova, publié dans le journal *Nezavisimaya Gazeta*. S'exprimant au sujet de Khojaly, il a déclaré:

> «Selon les habitants de Khojaly qui ont fui, tout cela a été orchestré en vue de me chasser du pouvoir. Certaines forces se sont employées à ternir ma présidence. Je ne pense pas que les Arméniens, qui dans des situations analogues font preuve d'une habileté et d'une prudence extrêmes, pourraient laisser les Azerbaïdjanais se procurer tout document quel qu'il soit qui les montrerait en train de commettre des actes fascistes […] De l'avis général, les Arméniens ont réellement mis en place un couloir pour permettre à la population de fuir. Pourquoi alors auraient-ils eu besoin de tirer, en particulier dans une zone proche d'Aghdam, où il y avait suffisamment de forces en mesure de venir au secours de la population?».

Une dizaine d'années plus tard, l'ancien Président azerbaïdjanais a réaffirmé ses convictions dans un entretien accordé au magazine *Novoye Vremya* en déclarant que «le massacre des habitants de Khojaly avait manifestement été organisé dans la perspective d'un coup d'État en Azerbaïdjan».

Le cadreur azerbaïdjanais indépendant Chingiz Mustafayev, qui a pris des photos le 28 février et le 2 mars 1992, nourrissait des doutes à propos de la version officielle azerbaïdjanaise et a entrepris sa propre enquête. Son premier rapport à l'agence de presse *D-press* de Moscou sur l'implication possible de la partie azerbaïdjanaise dans les crimes commis lui a coûté la vie: il a été tué non loin d'Aghdam, dans des circonstances non encore élucidées.

Le militant des droits de l'homme azerbaïdjanais Arif Yunusov a écrit en juillet 1992 dans le journal *Zerkalo Azerbaijani* que «la ville et ses habitants avaient été délibérément sacrifiés à des fins politiques».

Le journal *Mukhalifat Azerbaijani* a rapporté le 28 avril 1992 les dires de Tamerlan Karaev, alors Président du Soviet suprême de la République d'Azerbaïdjan, selon lesquels «la tragédie était l'œuvre des autorités azerbaïdjanaises, plus précisément d'un haut fonctionnaire».

Heydar Aliev a lui-même admis que «les anciens dirigeants de l'Azerbaïdjan étaient aussi coupables» des événements survenus à Khojaly. Déjà en avril 1992, selon l'agence Bilik Dunyasi, il avait déclaré avec un cynisme sans borne: «L'effusion de sang nous sera profitable. Nous ne devrions pas intervenir dans le cours des événements.».

Plus tard, lorsque des représentants du parti du Front populaire d'Azerbaïdjan ont accédé au pouvoir, l'ancien Ministre azerbaïdjanais de la sécurité nationale, Vagif Guseynov, a déclaré peu avant son arrestation que «les événements survenus en janvier 1990 à Bakou et les événements de Khojaly étaient le fait des mêmes personnes», faisant allusion à certaines figures politiques du parti.

En février 2005, le journaliste azerbaïdjanais Eynulla Fatullaev du magazine indépendant *Monitoring* a passé dix jours en République du Haut-Karabakh et a décrit son expérience dans ses articles et lors d'entretiens. Il a lui aussi osé mettre en doute la véracité de la version officielle livrée par Bakou concernant la mort de certains habitants de Khojaly:

> «Un jour, il y a dix ans, je me suis entretenu avec les réfugiés de Khojaly installés provisoirement à Naftalan, qui m'ont franchement dit que, quelques jours avant l'attaque, les Arméniens avaient à plusieurs reprises averti la population civile par haut-parleur de l'opération prévue, lui suggérant de quitter la ville et de se soustraire à l'encerclement en empruntant un couloir humanitaire longeant la rivière Karkar. De leurs propres aveux, les habitants de Khojaly ont emprunté ce couloir, et les soldats arméniens postés à l'autre bout n'ont pas réellement tiré sur eux […] Connaissant bien la région, je peux affirmer avec assurance que les allégations selon lesquelles les Arméniens n'ont pas ouvert de couloir humanitaire sont dénuées de tout fondement. Un couloir a bel et bien été mis en place, faute de quoi les habitants de Khojaly, qui étaient assiégés et totalement isolés du reste du monde, n'auraient pas pu s'enfuir. Le fait est qu'après avoir franchi la zone située au-delà de la rivière Karkar, le groupe de réfugiés s'est scindé et, pour une raison inconnue, certains d'entre eux ont pris la direction de Nakhijevanik. Il semble que les bataillons du Front populaire d'Azerbaïdjan aient cherché à faire couler plus de sang en vue de chasser Mutalibov du pouvoir plutôt que de libérer les habitants de Khojaly.».

Le 2 mars 2005, quelques jours après la publication par *Monitoring* du premier reportage d'Eynulla Fatullaev sur le Karabakh, le rédacteur en chef du magazine, Elmar Guseynov, a été abattu par un inconnu devant son domicile de Bakou. Eynulla Fatullaev a été condamné au titre de toute une série de chefs d'accusation, dont celui de haute trahison.

L'ancien Ministre azerbaïdjanais de la défense, Ragim Gaziev, a aussi confirmé qu'«un piège avait été tendu à Mutalibov à Khojaly». Les organisateurs du massacre des habitants de la ville ont ainsi pu faire d'une pierre deux coups: ils ont écarté Mutalibov, qui était devenu inutile après la chute de l'Union soviétique, et ils ont trouvé une raison pour laquelle lancer une campagne tapageuse qui accuse les Arméniens de recourir à des méthodes de guerre inhumaines. Or, depuis le 13 février 1992, les forces armées azerbaïdjanaises procédaient à des tirs systématiques de roquettes Grad destinés à détruire la ville de Stepanakert, avec ses 55 000 habitants, et d'autres localités arméniennes voisines, fait qui a été passé sous silence.

Le 28 avril 1992, dans un entretien avec l'organisation Helsinki Watch, une habitante de Khojaly a déclaré que «les Arméniens avaient lancé un ultimatum […] et conseillé aux habitants de quitter la ville en agitant un drapeau blanc. Alif Gajiev (chef de la milice de Khojaly) nous en a informés le 15 février (dix jours avant l'attaque), mais cela ne nous a pas effrayés, ni moi ni les autres. Nous n'avons absolument pas cru qu'ils pourraient s'emparer de Khojaly».

À la suite de cet avertissement, étant informés de l'opération prévue, les habitants de la ville ont toutefois pour la plupart décidé d'aller se mettre en lieu sûr. L'exode massif de la population de Khojaly a été largement couvert par la télévision et la radio azerbaïdjanaises. Les médias azerbaïdjanais ont délibérément adopté une attitude négative à l'égard de ceux qui fuyaient la ville en ne cessant de les dénigrer. Il est à noter que le village de Khojaly, qui était devenu une ville, a tout d'abord été déserté uniquement par les personnes qui y avaient été installées de force, à savoir principalement des Turcs meskhètes, et ce, en dépit des efforts inlassables déployés pour empêcher ces personnes de s'en aller. En outre, l'administration municipale de Khojaly, qui avait été avertie par la partie arménienne, a demandé en vain de l'aide pour évacuer la population. Dans un entretien accordé au journal moscovite *Megapolis-Express*, le maire a déclaré qu'«après avoir eu vent du projet des Arméniens de s'emparer de la ville, j'ai demandé aux autorités d'Aghdam d'envoyer des hélicoptères pour évacuer les personnes âgées, les femmes et les enfants. On nous a assurés qu'une opération visant à rompre l'encerclement était en cours de préparation. Mais nous n'avons reçu aucune assistance». Or, un membre du Conseil d'administration de la section d'Aghdam du Front populaire d'Azerbaïdjan, R. Gajuev, a déclaré: «Nous aurions pu venir en aide aux habitants de Khojaly, car nous disposions des forces et moyens adéquats, mais les dirigeants républicains voulaient montrer à la population qu'elle était sans défense et souhaitaient faire une nouvelle fois appel à l'armée de la Communauté d'États indépendants pour les aider à réprimer l'opposition.».

Si l'on résume ce qui précède, l'on peut dire que les habitants de Khojaly se sont retrouvés otages des sales tours qu'ont joués les autorités de Bakou, qui ont ensuite utilisé cette tragédie à des fins de manipulation politique. En soulevant régulièrement la question de Khojaly, l'Azerbaïdjan cherche à détourner l'attention de la communauté internationale des massacres d'Azerbaïdjanais d'origine arménienne à Soumgaït, Bakou, Kirovabad, Khanlar et ailleurs dans le pays, où partout des Arméniens ont de fait été exterminés au vu et au su de tous bien avant le début des opérations militaires. C'est là ce qui s'est également produit dans la région frontalière de la République du Haut-Karabakh, notamment dans le village de Maragha, envahi en avril 1992 par des sous-unités de l'armée régulière azerbaïdjanaise, qui y ont massacré une centaine de civils.

Malheureusement, le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan a complètement oublié ces faits et les a passés sous silence dans sa lettre.

Je souhaite m'exprimer sur l'unique nouveau paragraphe de cette lettre, dans lequel le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan tente d'asseoir sur une «base juridique solide» des accusations imaginaires et totalement fausses. Je me réjouis que la partie azerbaïdjanaise ait étudié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et appris la signification du terme «génocide». J'espère qu'elle a également étudié l'étymologie de ce terme et le contexte historique de sa création selon Raphael Lemkin qui, dans sa définition du crime de génocide, fait référence à la politique même d'extermination massive dont ont été victimes les Arméniens en Turquie ottomane. Ces connaissances seront assurément utiles aux autorités azerbaïdjanaises lorsqu'elles devront rendre des comptes au peuple azerbaïdjanais et, il faut l'espérer, seront jugées pour les crimes qu'elles ont commis contre la population azerbaïdjanaise de Khojaly.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente lettre en tant que document de la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme au titre des points 3 et 4 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Charles **Aznavour**